
L'Afrique en questions 3 :

**Les élections angolaises
de septembre 2008**

**Sylvain Touati
Indira Campos
Septembre 2008**

Les élections angolaises de septembre 2008

Le 5 septembre 2008, les Angolais s'apprêtent à se rendre aux urnes dans le cadre des premières élections depuis 1992. Elles interviennent six années après la fin de la guerre civile et constituent un test capital pour l'avenir du pays.

Sylvain Touati : Quelle a été l'évolution du contexte politique en Angola depuis 2002 et l'accord de paix entre le gouvernement et l'UNITA¹ ² ? Quels sont les nouveaux éléments qui ont permis l'organisation de ces élections ?

Indira Campos : Depuis la fin de la guerre, l'Angola a progressivement retrouvé une stabilité politique et économique. L'UNITA a officiellement dissous sa branche armée et s'est focalisée sur son développement en tant que parti politique. La principale explication au long délai pour l'organisation de nouvelles élections est la priorité donnée par le gouvernement d'unité nationale à la reconstruction du pays au sortir de trois décennies de guerre civile. L'une des principales erreurs qui avait conduit à l'échec du processus électoral de 1992³ était de ne pas avoir réussi à désarmer la centaine de milliers d'hommes en armes avant la date du scrutin. Les protagonistes de l'accord de paix de Bicesse de 1991 avaient fixé des délais arbitraires et irréalistes pour l'organisation des élections sans toutefois spécifier de conditions minimales pour la tenue du scrutin. En 1992, les conditions n'étaient tout simplement pas réunies : le désarmement n'avait pas eu lieu et les infrastructures étaient complètement détruites. De plus, il n'y avait pas de tradition démocratique dans le pays. Donc, cette fois-ci, le gouvernement a ressenti le besoin de prendre du temps pour, d'une part, assurer la stabilité et les conditions nécessaires à l'organisation des élections,

¹ Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (União Nacional para a Independencia Total de Angola).

² Le 4 avril 2002, l'accord de paix de Luanda entre le gouvernement, dirigé par le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA), et l'UNITA, met fin à plus de quatre décennies de violences marquées. Tout d'abord, se déroula une guerre d'indépendance menée par le MPLA d'Agostinho Neto, le Front National de Libération de l'Angola (FNLA) d'Holden Roberto et l'UNITA de Jonas Savimbi face à la puissance coloniale portugaise (1961-1975). Puis en 1975, commence la première guerre civile angolaise qui eut des répercussions régionales (indépendance de la Namibie) très fortes et fut un des théâtre des luttes d'influence de la guerre froide avec l'intervention de puissances régionales (Afrique du sud, Zaïre) ou internationales (URSS, États-Unis, Cuba) et ne se termine qu'avec les Accords de Bicesse, le 31 mai 1991. Celle-ci reprend en 1992, cette fois-ci sans intervention extérieure déterminante, lorsque l'UNITA refuse de reconnaître les résultats du premier tour du processus électoral de 1992. Après plusieurs rounds de négociation (1995, 1997), le conflit se termine en 2002 avec la mort de Jonas Savimbi et la défaite militaire de l'UNITA qui dépose les armes.

³ Si elles sont menées à terme, ces élections constitueront le premier processus électoral intégral depuis l'indépendance de cette ancienne colonie portugaise en 1975. En 1992, les Angolais s'étaient rendus aux urnes pour des élections législatives et présidentielles. M. Dos Santos était arrivé en tête du premier tour de la présidentielle tandis que son parti (MPLA) avait obtenu la majorité absolue des sièges au Parlement. Le second tour de la présidentielle, qui devait opposer messieurs Dos Santos et Savimbi n'a jamais eu lieu suite à la reprise de la lutte armée par l'UNITA. Depuis 2002, le président angolais au pouvoir depuis septembre 1979, avait annoncé, en 2004, la tenue d'élections pour 2006, une échéance ensuite repoussée à 2007. La constitution des listes électorales n'a commencé qu'en novembre 2006. À l'issue du processus, près de huit millions d'électeurs ont été inscrits. La date du 5 septembre 2008 a été annoncé en mars 2008.

d'autre part, créer un registre électoral fiable, enfin, assurer de bonnes conditions de sécurité pour permettre aux populations d'aller voter sans peur. Évidemment, on a pu entendre dire que le MPLA⁴, pour différentes raisons (notamment pour garder sa position dominante) aurait essayé de retarder les élections. Mais, on doit reconnaître aussi que si les élections avaient eu lieu en 2002 lorsque l'UNITA avait perdu toute sa crédibilité, le MPLA aurait probablement remporté les élections. L'UNITA a mis à profit ce délai de quelques années pour se réorganiser, devenir un vrai parti politique ayant pour objectif de participer et de remporter les prochaines compétitions électorales. Cette période a aussi permis la mise en place d'un nouveau cadre légal incluant notamment un nouveau code électoral, des lois sur la presse, la nationalité et les partis politiques. Certaines nouvelles dispositions électorales ont même été prises le mois dernier⁵. Ces années ont aussi permis la reconstruction d'une partie des infrastructures. De façon générale, les populations et les partis politiques se sont accordés sur le fait que ce délai était nécessaire. Toutefois, ces dernières années, l'UNITA a commencé à se plaindre des délais d'attente et à demander l'organisation des premiers scrutins au niveau local. En fait, le parti voulait influencer le calendrier électoral et souhaitait que les élections locales aient lieu préalablement aux élections législatives et présidentielles.

ST : Quel est le rapport de force au parlement avant ces élections ? Quel est le rôle du parlement au sein des institutions angolaises ? Quelles évolutions pouvons-nous attendre de l'élection d'une nouvelle chambre ?

IC : L'actuel rapport de force entre les différentes formations politiques au Parlement (220 sièges au total) est en faveur du MPLA qui bénéficie de la majorité absolue. Actuellement, douze partis ont une représentation au Parlement angolais : le MPLA a 129 sièges, l'UNITA en compte 70, le PRS⁶ six, et les autres partis se partagent le reste. Bien que sur le papier, l'Angola est une démocratie pluraliste, avec une séparation des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires, presque tous les pouvoirs sont centrés autour de la présidence. Ainsi, le président a le droit exclusif de dissoudre le parlement mais il n'y a pas de réciprocité. Le parlement est relativement faible du fait que la plupart des initiatives législatives ainsi que la proposition du budget d'État émanent de la présidence et/ou du gouvernement. Si le parlement est tenu par la majorité présidentielle (actuellement MPLA), les autres partis ont beaucoup de difficultés à imposer leurs points de vue. Cette prédominance de la présidence est clairement le

⁴ Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (Movimento Popular de Libertação de Angola).

⁵ En mai, une nouvelle loi a été votée créant un délai plus long entre le scrutin et l'annonce des résultats.

<http://www.afriquecentrale.info/central.php?o=5&s=1&d=3&i=1563>

⁶ Parti pour la Rénovation Sociale (Partido de Renovação Social)

résultat de la guerre qui a duré depuis les premières années de l'indépendance à 2002. Les prochaines élections peuvent être un pas en avant important vers un changement dans la façon dont le pays est dirigé, notamment si le MPLA voit sa position contestée par de plus petits partis. Toutefois, le MPLA est en position favorable pour rester au pouvoir et maintenir sa majorité au parlement. Mais si les autres partis arrivent à remporter quelques sièges supplémentaires, le MPLA pourrait perdre la majorité absolue et, dès lors, il pourrait être contesté dans ses prises de décisions. Cela aurait un impact très positif sur la façon dont les débats politiques sont menés en Angola. De plus, certains petits partis ont tendance à avoir des liens plus forts avec la société civile. Ces élections pourraient mener vers un premier pas pour amorcer des changements aux niveaux législatif et structurel ainsi que dans les mentalités. Bien sûr, cela constituerait un petit pas. Cela va prendre du temps et nécessitera un processus graduel. Mais c'est tout de même un pas en avant.

ST : Quel est le type de scrutin ?

IC : C'est un scrutin de liste proportionnel à un tour. En fait, les électeurs votent pour des listes par partis et non pour des candidats. Il y a cinq sièges pour chacune des 18 provinces⁷ que compte le pays (90 sièges au total). Les 130 sièges restants sont pris à la proportionnelle sur les résultats nationaux⁸. Initialement, il existait un projet d'élargir l'assemblée de trois sièges supplémentaires pour représenter les Angolais de l'étranger. Mais l'année dernière, le gouvernement a remis ce projet.

ST : Est-ce que la domination du MPLA, et plus largement le régime du président Dos Santos, est menacée à l'occasion de ces élections ? Quels sont ses principaux rivaux lors du prochain scrutin ?

IC : Le tribunal constitutionnel a reçu 34 demandes d'accréditation de la part d'organisations souhaitant participer aux élections. Seules 14 d'entre elles ont rempli les conditions prévues par la loi et ont donc été autorisées à participer. 10 sont des partis politiques et 4 sont des alliances de partis de politiques⁹. La plupart des analystes annoncent

⁷ 18 provinces : Bengo, Benguela, Bie, Cabinda, Cuando Cubango, Cuanza Norte, Cuanza Sul, Cunene, Huambo, Huila, Luanda, Lunda Norte, Lunda Sul, Malanje, Moxico, Namibe, Uige, Zaïre

⁸ Ce sont les mêmes modalités que celles utilisées en 1992. Le parlement angolais est unicaméral avec une seule chambre de 220 sièges. La date des prochaines élections présidentielles n'est toujours pas définitivement fixée mais devrait être programmée pour 2009. Le scrutin présidentiel est un vote direct avec possibilité d'un second tour si aucun des candidats n'obtient la majorité au premier. Le président est élu pour un mandat de cinq ans.

⁹ Le parti majoritaire (MPLA), les principaux partis de l'opposition (UNITA, FNLA, PRS) ainsi que le Parti Rénovateur Démocratique (PRD), le Parti Démocratique Libéral (PLD), le Parti de l'Alliance de la Jeunesse Ouvrière et Paysanne d'Angola

que le MPLA est en position favorable pour garder sa majorité au parlement. C'est le parti le plus important et le mieux organisé. De plus, il dispose de la plus grande base de supporters. Cependant, pour les élections de septembre, il est difficile d'estimer les soutiens dont bénéficient les différents partis car il n'y a pas eu de sondages d'opinion évaluant l'humeur et le mécontentement des populations. Concernant le MPLA, il ne faut pas mettre de côté un aspect important. La capitale est surpeuplée (1/3 de la population du pays), et le bloc électoral de la capitale fera certainement la différence le jour du scrutin. Durant les élections de 1992, le parti du président Dos Santos reçut une grande partie de ses voix dans les centres urbains, principalement à Luanda. Ces dernières années, les habitants de Luanda ont marqué leur mécontentement vis-à-vis des expropriations massives qui ont eu lieu pour permettre le développement des nouvelles infrastructures. Contrairement à 1992, je pense que le MPLA aura des difficultés à renouveler le même score dans la capitale alors qu'il devrait faire de meilleurs résultats dans les zones rurales où le gouvernement a mené d'importants efforts pour construire de nouveaux hôpitaux et écoles. Le principal rival du MPLA est l'UNITA. L'UNITA avait perdu beaucoup de sa crédibilité au lendemain de la fin de la guerre civile. Mais depuis, le parti a beaucoup travaillé sur son image et s'est restructuré. Ses leaders affirment que le parti est devenu complètement démocratique et transparent. Le parti a même organisé deux congrès depuis 2002. Cependant, je ne suis pas sûre que la population est au courant de ces changements et peut-être continue-t-elle à associer l'UNITA à la guerre civile. L'UNITA a récemment insisté sur le fait que ses partisans mèneront une campagne pacifique. Ils veulent convaincre les électeurs sur ce point. Une des surprises des élections de 1992 avait été les résultats médiocres du FNLA¹⁰. Avant cette date, le FNLA était le troisième plus important parti en Angola, avec une puissante base ethnique composée des Bakongos (que l'on estime représenter entre 10 et 15 % de la population nationale). Malgré cela, le parti s'est effondré aux élections de 1992. Le parti ayant récemment subi des divisions internes, il semble improbable qu'il puisse avoir une grande influence dans le vote de septembre. Le FPD¹¹ pourrait être la surprise de ces élections. Ses membres sont instruits et font preuve d'un grand investissement civique et politique. Il recrute parmi les cercles intellectuels et les jeunes déçus au fil du temps de la façon dont le MPLA gouverne mais qui n'imaginent pas rejoindre l'UNITA pour autant. Sans cet intérêt pour le FDP, ils seraient peut-être restés à la maison. En dehors de l'UNITA et du

(PAJOCA), le Parti d'Appui Démocratique et Progrès d'Angola (PADEPA), le Parti Démocratique pour le Progrès - Alliance Nationale Angolaise (PDP-ANA), le Front pour la Démocratie (FpD). Les quatre coalitions dont les candidatures ont été approuvées sont l'Alliance démocratique (AD) - Coalition, la Nouvelle démocratie (ND), la Plate-forme politique électorale (PPE) et le Forum fraternel angolais coalition (FOFAC).

¹⁰ Front National de Libération de l'Angola (Frente Nacional de Libertação de Angola)

¹¹ Front pour la Démocracie (Frente para a Democracia)

MPLA, le FPD semble être le seul parti à avoir pris soin de développer et d'organiser une plate-forme électorale.

ST : Comment les autorités ont-elle géré le processus électoral jusqu'à présent ? Pouvons-nous espérer que les élections se passent dans de bonnes conditions ?

IC : Deux administrations sont en charge de l'organisation des élections. L'une est la commission interministérielle pour les élections en charge de l'organisation du scrutin. L'autre est la Commission Électorale Nationale (CNE¹²) en charge de contrôler le scrutin. Les deux sont sous le contrôle du gouvernement. D'une part, la commission interministérielle est sous le contrôle du ministère de l'administration territoriale et du ministère de la communication sociale. Les deux ministres à la tête de ces institutions sont issus du MPLA. D'autre part, les membres de CNE sont nommés parmi les forces présentes dans le gouvernement et les institutions. Ainsi le MPLA y tient trois sièges, l'UNITA deux et le PRS un. Deux autres membres sont nommés par le président, un par le ministre de l'administration territoriale, un par le ministre de la communication sociale. Le dernier membre représente les cours de justice, et tient en même temps le rôle de président de la commission. Actuellement c'est un membre de la Cour Suprême. Au final, sur les onze membres de la commission, dix sont nommés par les forces présentes au sein du gouvernement d'union nationale. Jusqu'à présent, de nombreux observateurs reconnaissent que la CNE a fait un bon travail en réussissant à rester impartiale. Mais tout le processus est clairement dirigé par le parti majoritaire. Les forums des commissions électorales et parlementaires de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC¹³) ont condamné le manque de transparence dans la répartition des responsabilités entre les différents corps en charge du processus électoral aussi bien au niveau national que local. Il est difficile de dire si les élections seront libres et justes. Cela dépend de la façon dont on définit une élection juste. L'actuel cadre électoral a été mis en place suite à des négociations entre le MPLA, les autres partis et la société civile. Il y aura des observateurs nationaux et internationaux (90 envoyés par une mission de l'Union Européenne, l'union Africaine va aussi en envoyer et d'autres missions seront aussi présentes). Les partis politiques sont aussi en train de former leurs militants pour être présents et surveiller les bureaux de vote le jour du scrutin. Dans ce sens, les fraudes massives pourront être évitées. Tous les partis et la société civiles sont impliqués dans le processus électoral, il sera donc difficile de manipuler les résultats. Mais parler d'élection juste est une autre affaire. La compétition politique en Angola est inégale. Le MPLA, en tant que parti au pouvoir, a un avantage décisif sur ses

¹² Comissão Nacional Eleitoral

¹³ Cf. <http://www.irinnews.org/report.aspx?ReportID=71030>

rivaux qu'il s'agisse des fonds qu'il peut lever, de l'accès aux médias. Lors de la pré-campagne, les médias d'État (TV et radio) ont assommé les populations avec la propagande du MPLA tandis que les autres partis en avaient un accès limité. Dans ce sens, les élections ne seront certainement pas « justes ».

ST : Est-ce que l'échec du processus de 1992 est dans l'esprit des personnes en charge de l'organisation des élections ?

IC : Bien sûr. Des élections réussies signifieraient beaucoup pour l'Angola. Pour le parti au pouvoir, cela apporterait une légitimité qu'il n'a jamais vraiment obtenue depuis 1992. Cela montrerait aussi à la population que l'on peut régler les différents grâce à une approche politique sans avoir recours aux armes mais aussi que la période de transition est achevée. Finalement, ce serait un signe positif pour ceux qui ont perdu la foi dans les processus électoraux. En 1992, 90% des inscrits ont voté. Et qu'ont-ils obtenu ? La guerre. Donc vous pouvez imaginer la déception. En même temps, la population angolaise est jeune. Beaucoup voteront pour la première fois. Aujourd'hui, il y a beaucoup d'espoir en Angola concernant ces élections et on peut espérer un fort taux de participation. L'impact serait positif aussi au niveau de la stabilité régionale. Cela pourrait servir d'exemple dans la région. De même, cela peut aussi être bon pour les investissements et la réputation internationale de l'Angola. Il est clair que le MPLA veut prouver beaucoup de choses avec ces élections.

ST : Quelles sont les attentes des Angolais ? Qu'attendent-ils de leurs leaders politiques ?

IC : Les électeurs sont très sensibles à la corruption et souhaitent voir une réelle prise en charge de cette question. Ils veulent une meilleure qualité de vie. Les élections sont un moyen de réclamer ces changements. Si vous avez promis quelque chose, maintenant il faut l'appliquer. Je pense que cette fois-ci, quelque soit le vainqueur, celui-ci aura à satisfaire la volonté des électeurs. L'économie est en plein boom et les gens souhaitent en voir les effets dans leur vie de tous les jours. La population désire voir des choses tangibles telles que de nouvelles routes. Le gouvernement est en train de construire de nombreuses infrastructures, mais a besoin d'un plan de développement plus solide. Je pense que c'est ce que les Angolais attendent de leurs leaders politiques. Il est encore difficile de dire dans les détails comment les différents partis politiques souhaitent axer leurs campagnes et répondre aux attentes des populations. Jusqu'à présent, le MPLA a joué la carte de la continuité dans la reconstruction des infrastructures afin d'assurer le développement. De son côté, l'UNITA mène campagne sur la lutte contre les inégalités ainsi que sur les questions d'éducation et de santé. La campagne officielle est un moment intéressant car elle permet à chaque parti d'exposer son programme politique. Et probablement,

comme en 1992, les derniers jours de la campagne seront les plus importants pour réussir à faire basculer les votes notamment si certains partis réussissent à traduire et capter les attentes des populations.